

Contre les licenciements et le chômage, le mouvement c'est maintenant ! Salarié-es, chômeur-euses, étudiant-es, précaires, retraité-es, transformons les accords de Wagram en Berezina pour le patronat !

Depuis quelques mois, la liste de plans de licenciements et des destructions d'emploi ne cesse de s'allonger: Sanofi, PSA, Arcelor Mittal, Renault, Virgin, et aujourd'hui Goodyear. Le gouvernement qui s'est fait élire en promettant d'inverser la courbe du chômage ne cherche même plus à dissimuler son impuissance. A l'usine PSA de Chartres de Bretagne, ce sont 1400 emplois qui doivent être supprimés fin 2013 ; sur tout le territoire ce sont des dizaines de milliers d'emploi qui sont menacés, sans compter les plans sociaux dans les entreprises plus petites, dont on ne parlera que si les ouvriers recourent à des actions spectaculaires et désespérées. Ces destructions d'emploi ne doivent pas non plus faire oublier toutes les réductions de poste sans licenciement sec que connaissent la plupart des secteurs d'activité, dégradant les conditions de travail et aggravant encore un chômage et une précarité battant aujourd'hui des records.

Le système capitaliste connaît aujourd'hui une crise sans précédent : en faisant primer l'exigence du profit maximum sur toute considération de redistribution des richesses, ses décideur-ses ont sciemment provoqué l'appauvrissement de populations entières, au cœur même de l'Europe (Grèce, Espagne, Italie), plongeant leurs économies dans la récession et une spirale d'endettement au seul bénéfice des grandes banques. En Europe, tous les gouvernements s'alignent sur les dogmes néolibéraux, qui réclament « réduction des déficits » et plans d'austérité sans jamais toucher aux intérêts de ceux qui s'enrichissent de l'exploitation du travail des salarié-es. Les seuls débats qui agitent les cercles dirigeants ont pour objet la juste mesure entre politique de « rigueur » et politique de croissance qu'il convient de mener. **Nul ne remet en cause le bien fondé d'une croissance qui implique un accroissement infini d'une production aujourd'hui dévastatrice pour les écosystèmes, comme d'une rigueur qui interdira à toujours plus de satisfaire leurs besoins fondamentaux. Les gouvernements successifs ne semblent avoir plus pour seul objectif que de développer l'attractivité de la France pour les entreprises multinationales. C'est ce qu'ils nomment « compétitivité » et qui n'a pas d'autre sens que de rendre les salarié-es toujours plus productifs pour un salaire toujours plus modique.**

Ainsi l'Accord National Interprofessionnel, dit Accord de Wagram, signé le 11 janvier dernier entre trois syndicats minoritaires (CFDT, CFTEC et CFE-CGC) et le MEDEF, accord que le gouvernement souhaite transcrire fidèlement dans la loi à partir du 6 mars, est un bon exemple de ces « progrès sociaux » qu'il nous est encore permis d'espérer. Prétendant agir pour « sécuriser l'emploi », il prévoit de nouvelles exonérations de charges patronales en échange d'une taxation symbolique des contrats de moins de trois mois. Pour dissuader le patronat de multiplier les « plans sociaux », il favorise le recours massif à un chômage partiel moins rémunéré. Les patrons auront également la possibilité, plutôt que de licencier, d'imposer aux salarié-es des reclassements, des changements d'horaires et de salaire. Cette flexibilisation accrue ne constitue pourtant pas une garantie contre les licenciements collectifs. Au contraire, l'accord les facilite, en réduisant l'encadrement juridique des plans sociaux et en permettant de signer des accords qui dérogent à la loi. Il réduit les délais pendant lesquels on peut recourir aux prud'hommes et plafonne les indemnités compensatrices versées par les patrons. Enfin, en introduisant l'expérimentation d'un CDI intermittent dans trois secteurs, il entreprend une réduction des salariés à des variables d'ajustement, au bénéfice exclusif de l'employeur. La célébration médiatique de ces « avancées » n'empêche pas d'ailleurs d'ouvrir d'autres chantiers, tout aussi « nécessaires » et « prometteurs » : une nouvelle réforme des retraites avec un possible allongement de la durée de cotisation ou gel des pensions, mais aussi, pour les chômeur-euses, la réintroduction de la dégressivité, c'est-à-dire de la baisse progressive de l'indemnisation du chômage malgré les droits acquis.

On le voit : l'avenir qui nous est promis est bien sombre. **Les seules lueurs d'espoir viennent de ceux qui ne résignent pas, tels les ouvriers de PSA Aulnay occupant leur usine et bloquant la production contre la fermeture.** Il faudra que nous luttons tous-tes ensemble, sans attendre les échéances électorales, au coude à coude, salarié-es du privé, du public, chômeur-ses et précaires, pour empêcher que chacune de ces luttes ne demeure une cible isolée pour la classe dominante, ses laquais médiatiques et policiers. **Nous pensons qu'aujourd'hui, avec les premières luttes d'ampleur, les premières manifestations de solidarité entre salarié-es menacés de licenciement, il est temps de créer un front commun de lutte avec des mots d'ordre clairs :**

1) **PRESERVER L'EMPLOI** : en aucun cas, la concurrence capitaliste, une stratégie de développement, des difficultés financières ne doivent justifier des licenciements. Ceux-ci doivent être interdits, et un débat ouvert quant à la meilleure manière de préserver l'emploi, pouvant impliquer la remise en cause du titre de propriété (nationalisation ou reprise en coopérative de production).

2) **ENGAGER LA TRANSITION ECOLOGIQUE** : celle-ci ne peut pas plus être suspendue à d'hypothétiques accords internationaux, qu'au bon vouloir des industriels. L'État doit obliger les entreprises à innover en ce sens et les salariés être étroitement associés à la restructuration des métiers. Il ne peut y avoir d'écologie sans démocratie et remise en cause de la logique de profit. **Les grands projets dévastateurs tels que l'aéroport de Notre Dame des Landes doivent être interrompus.**

3) **MULTIPLIER LES EMBAUCHES ET REDUIRE**

LE TEMPS DE TRAVAIL : dans tous les secteurs la souffrance au travail s'accroît du fait des logiques managériales de compression du personnel, tandis que le taux de chômage ne cesse d'augmenter. Les services publics n'ont plus les moyens de fonctionner correctement. Il est urgent de réduire le temps de travail, et de permettre à tous de travailler sans se tuer à la tâche.

4) **GARANTIR UN REVENU D'EXISTENCE DECENT A TOUS** : il n'est pas admissible que des salariés trimant à plein temps peinent à survivre avec leur SMIC ni que les chômeurs et précaires soient réduits à des salaires et allocations inférieures au seuil de pauvreté.

Pour construire ensemble un comité de lutte salarié-es, chômeur-ses, précaires, retraité-es et étudiant-es., contre les licenciements et le chômage, contre les accords de Wagram, pour un emploi et un salaire décent, pour la transition écologique,

Nous vous invitons à une réunion publique le 21 Février à 18 h au bar le 1675 (44 rue Legraverend, métro Sainte Anne ou Anatole France) **et à participer à la manifestation du 5 Mars à Rennes.**

